

Déclaration SNES-FSU – CTA 11 juin 2019



En ce premier CTA sous votre présidence, nous voudrions, Madame la Rectrice, retracer brièvement un historique récent de la situation dans les collèges et les lycées de notre académie.

Ces dix dernières années, 490 équivalents temps plein de professeurs de second degré ont été supprimés, rentrée 2019 incluse où 60 suppressions sont opérées. Ces dix dernières années les effectifs ont augmenté de près de 900 élèves dans le second degré, l'équivalent d'un gros lycée de l'académie, à la rentrée prochaine les effectifs ne diminuent que de 37 élèves. Le taux d'encadrement académique a été brutalement ramené au niveau du taux moyen national. Le nécessaire financement de la ruralité de notre académie n'est donc plus pris en compte, et la dégradation des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves est ainsi continue depuis 10 ans.

C'est dans ce contexte que s'est mise en place la réforme du collège, dont nous avons toujours dit qu'elle permettait des suppressions de postes, ce que cette rentrée confirme avec la fonte des marges d'autonomie, et que se mettent en place les réformes Blanquer.

Les réformes des lycées et du baccalauréat sont très largement rejetées par la profession. Elles conduisent à des menaces sur les postes, à une diminution de l'offre de formation, à une réduction des heures à effectifs réduits et à une augmentation de la charge de travail des enseignant-e-s, à la mise en place de bacs locaux qui vont désorganiser les lycées et dont la valeur reposera sur la réputation des établissements. Ces réformes, dont les visées budgétaires sont évidentes, vont accroître les inégalités sans répondre à la nécessité d'améliorer le Service Public d'Éducation pour assurer la réussite de tous les élèves et élever les niveaux de qualification. Au contraire, elles sont pensées dans l'objectif d'évincer une partie des jeunes, avec la mise en place d'un impitoyable bac-3/bac+3 dans lequel seuls les meilleurs sont amenés à réussir.

Les élèves sont conduits à des choix extrêmement précoces, trop précoces, en fin de 2^{de}, voire en fin de 3^{ème}. Dans un tel schéma ce sont les familles les plus au fait des attendus scolaires, les plus favorisées qui font les bons choix (l'exemple du système éducatif anglais en témoigne largement).

C'est d'autant plus inégalitaire, que les élèves se trouvent prisonniers d'une offre de formation, inégalement répartie sur le territoire, celle présente dans leur lycée de secteur. Si la possibilité de changer de lycée en fin de 2de, pour suivre une spécialité qui n'y serait pas offerte, est a priori ouverte, elle est soumise à des conditions que personne ne connaît vraiment à ce jour alors même que les conseils de classe se sont tenus...

Pour autant, même si les spécialités sont présentes dans leur lycée, la prétendue liberté de choix des lycéens n'a pas fait illusion longtemps. Des élèves se voient ainsi priés de modifier leurs vœux de spécialités, certaines triplettes n'étant pas organisées dans leur lycée compte tenu des contraintes d'emploi du temps. Le disruptif a ses limites !

La fin des séries a été présentée comme une nécessité, jamais démontrée or que constate-t-on ? La triplette maths-physique chimie-SVT est choisie dans les mêmes proportions que l'était la série S et s'il y a des variantes c'est moins souvent par choix que par élimination d'une des trois spécialités. C'est encore plus criant dans des cursus à coloration économique et sociale où les élèves ont massivement renoncé aux maths, car l'opportunité leur en était donnée, avec des conséquences

que personne n'est en capacité de mesurer pour leur accès à l'enseignement supérieur sélectif. Génération crash-test !

La voie Technologique semble particulièrement en difficulté. La suppression de nombreuses options technologiques à la rentrée prochaine en 2^{de}, options qui pouvaient donner de la visibilité à la voie technologique, va probablement aggraver la situation.

Enfin, les programmes ont été élaborés dans la plus grande opacité, sans tenir compte de la consultation alibi des professeurs, dont les résultats n'ont jamais même été évoqués ni des votes quasi unanimement défavorables en CSE. Ces programmes sont élitistes pour certains, passéistes pour d'autres, ou encore parfois idéologiques, toujours extrêmement lourds et inadaptés aux élèves dans leur grande majorité. Ils sont source d'inquiétude très forte pour les enseignants qui devront les mettre en œuvre dans les pires conditions matérielles (hétérogénéité des groupes, absence de dédoublement, perspectives des évaluations de contrôle continu, emplois du temps dégradés pour les élèves comme pour les professeurs).

Le système éducatif que dessine au pas de charge J-M Blanquer, plus inégalitaire, plus ségrégatif, où les élèves sont renvoyés à leur propre responsabilité en cas d'échec, où les personnels sont méprisés et leurs métiers prescrits et insécurisés, est rejeté par les personnels et leurs organisations syndicales, par les familles et leurs associations, par les jeunes et leurs syndicats. A l'ensemble des alertes, réunions et votes d'instances, grèves, manifestations, le ministre n'a répondu que par le mépris et une fin de non-recevoir.

C'est pourquoi nous sommes contraints d'appeler, de façon très solennelle, les enseignants et les personnels des collèges et lycées à la grève le 17 juin prochain, premier jour des épreuves du bac. Il reste encore le temps au ministre et au gouvernement d'ouvrir des discussions sur leurs réformes, sur les salaires, pour éviter cette grève. Malheureusement par ses déclarations récentes, J-M Blanquer persiste dans le mépris et le refus du dialogue. Il porte ainsi avec l'ensemble du gouvernement l'entière responsabilité des désordres qui pourraient résulter de leur jusqu'au-boutisme.